Réseau International
Site de réflexion et de réinformation

reseauinternational.net Imprimé le 10 mars 2026

Le prix du silence – Réponse à Khalaf Ahmad Al Habtoor

March 8, 2026
Catégories: Analyses, Conflits internationaux, États-Unis, Faits d'actu, Iran, Moyen-Orient
Étiquettes: Donald Trump, Émirats arabes unis, États-Unis, Iran, Israël, Moyen-Orient
Auteurs: pacaw

Soutenez-nous

(https://reseauinternational.net/campaigns/campagne-de-dons-septembre-octobre-2025/)
Votre soutien nous est indispensable pour continuer à vous fournir le meilleur de l'information internationale alternative. C'est grâce à vos dons que nous pourrons maintenir le cap pour une information plurielle et réellement alternative. Nous comptons sur vous.

Faire un don

---

par Azzedine Kaamil Aït-Ameur

«Dieu se rit des hommes qui se plaignent des effets dont ils chérissent les causes». ~ Bossuet

Introduction

Le 5 mars 2026, l'homme d'affaires émirati Khalaf Ahmad Al Habtoor a publié une lettre ouverte adressée au président des États-Unis, Donald Trump, pour l'interroger sur les raisons et la légitimité de l'escalade militaire en cours au Moyen-Orient.

Parce qu'elle est publique, interrogative et politique, cette lettre appelle elle aussi une réponse publique.

Les questions qu'elle soulève ne sont pas illégitimes. Elles traduisent l'inquiétude croissante d'une partie des élites du Golfe face à une guerre dont les conséquences pourraient bouleverser durablement les équilibres politiques, économiques et stratégiques de la région.

Mais elles reposent aussi sur un présupposé discutable : celui d'une crise née soudainement, comme si la guerre avait commencé le 28 février 2026 par une décision brutale, isolée et imprévisible.

Langues »

Or cette lecture ne résiste pas à l'examen des faits.

La confrontation qui se déploie aujourd'hui n'est pas un accident. Elle est l'aboutissement d'une séquence politique, militaire et diplomatique plus longue, nourrie par l'accumulation de choix stratégiques, d'alliances contradictoires, de renoncements régionaux et d'aveuglements volontaires.

Répondre à la lettre de Al Habtoor exige donc de reprendre chacune de ses interrogations, non pour les écarter, mais pour les replacer dans leur véritable contexte historique et géopolitique.

Car la question essentielle n'est peut-être pas celle qu'il pose.

La véritable question est la suivante : comment une région qui prétendait maintenir un équilibre diplomatique a-t-elle pu se retrouver au cœur d'une guerre dont les prémices étaient visibles depuis plusieurs années ?

C'est à cette question – et aux interrogations formulées dans sa lettre du 5 mars 2026 – que ce texte entend répondre.

1. «Qui vous a donné l'autorité d'entraîner notre région dans une guerre contre l'Iran ?»

La question posée par Al Habtoor repose sur une lecture excessivement simplificatrice : elle suppose que la guerre actuelle serait le résultat d'une décision soudaine, prise par un acteur extérieur et imposée brutalement à une région qui n'aurait fait que la subir.

Cette lecture est cependant difficile à soutenir si l'on considère la chronologie des événements.
La crise qui s'est ouverte le 28 février 2026 n'est pas née d'une décision isolée. Elle s'inscrit dans une dynamique stratégique beaucoup plus longue, dont plusieurs étapes ont progressivement transformé l'équilibre régional.

Le premier moment décisif remonte au 7 octobre 2023. Cet événement n'a pas seulement déclenché une guerre à Gaza. Il a profondément reconfiguré les équilibres politiques et moraux du Moyen-Orient. Dans les mois qui ont suivi, les monarchies du Golfe ont adopté une posture que l'on pourrait qualifier de silence stratégique :
un positionnement officiellement prudent, mais qui s'est accompagné du maintien des partenariats sécuritaires et politiques qui structuraient déjà l'ordre régional.

Cette attitude n'a pas désamorcé les tensions. Elle a au contraire contribué à prolonger un système régional profondément instable, dans lequel les rivalités géopolitiques continuaient de s'accumuler.

Au cours des années suivantes, plusieurs signaux ont montré que la région entrait dans une phase de confrontation stratégique plus ouverte. L'épisode du 12 juin 2025, souvent décrit comme une répétition générale des dynamiques militaires actuelles, a révélé que certains acteurs – en particulier l'Iran – se préparaient déjà à la possibilité d'une confrontation prolongée.

Dans ce contexte, présenter la guerre actuelle comme le résultat d'une décision unique prise au début de l'année 2026 revient à ignorer la longue série de choix politiques, diplomatiques et stratégiques qui ont progressivement conduit la région vers cette situation.

Autrement dit, la question de l'autorité qui aurait «entraîné» le Golfe dans la guerre ne peut pas être séparée d'une autre interrogation, plus fondamentale :

comment un système régional fondé sur l'équilibre entre alliances contradictoires a-t-il pu croire qu'il pourrait échapper indéfiniment aux conséquences de ses propres choix ?

2. «Sur quelle base cette décision dangereuse a-t-elle été prise ?»

Langues »

Poser cette question revient à supposer qu'une décision unique aurait soudainement déclenché la crise actuelle. Mais, là encore, la réalité est plus complexe.

La confrontation qui s'est ouverte au début de l'année 2026 ne repose pas sur une base improvisée. Elle s'inscrit dans un cadre régional construit au fil des années, à travers un ensemble d'alliances sécuritaires, de dépendances militaires et d'équilibres diplomatiques souvent contradictoires.

Depuis plus de deux décennies, l'architecture stratégique du Golfe repose largement sur un principe simple : la garantie de sécurité fournie par les États-Unis en échange d'un alignement politique et militaire implicite.

Ce système a longtemps permis de maintenir une forme de stabilité apparente, mais il reposait sur un équilibre fragile, dépendant d'acteurs extérieurs et de rivalités régionales jamais réellement résolues.

Au cours des dernières années, cet équilibre s'est encore complexifié. Les processus de normalisation régionale – notamment les Accords d'Abraham signés en 2020, qui ont rapproché plusieurs monarchies du Golfe d'Israël dans un cadre de coopération sécuritaire – ainsi que la multiplication des accords militaires et la présence accrue de bases étrangères, ont progressivement transformé le Golfe en espace stratégique central pour les grandes puissances.

Officiellement, ces initiatives visaient à renforcer la sécurité régionale. Mais, dans les faits, l'architecture stratégique qui s'est progressivement mise en place répondait d'abord aux préoccupations sécuritaires d'Israël, intégrant progressivement plusieurs monarchies du Golfe dans un dispositif régional orienté vers la confrontation avec l'Iran.

Dans un tel contexte, la décision d'entrer dans une phase de confrontation ouverte ne peut être comprise comme un simple choix ponctuel. Elle s'appuie sur un système d'alliances et de positions militaires déjà en place, qui rendait la région particulièrement vulnérable à une escalade.

La véritable question n'est donc pas seulement de savoir sur quelle base cette décision a été prise. Elle est de comprendre pourquoi un ordre régional construit sur des équilibres aussi instables a pu être considéré, pendant si longtemps, comme durable.

Car lorsque les tensions accumulées au sein d'un tel système atteignent un certain seuil, la confrontation cesse d'être une possibilité abstraite : elle devient une issue probable.

3. «Avez-vous calculé les dommages collatéraux avant de prendre cette décision ?»

La question des conséquences est probablement l'une des plus importantes soulevées dans la lettre de Al Habtoor. Elle exprime une inquiétude légitime : celle de voir la région entière exposée aux effets d'une confrontation militaire dont l'ampleur reste encore difficile à mesurer.

Mais cette interrogation appelle elle aussi une observation préalable. Les dommages potentiels d'une escalade régionale ne sont pas une découverte récente. Depuis des années, de nombreux analystes soulignent la vulnérabilité particulière du Golfe face à un conflit de grande intensité.

La concentration d'infrastructures énergétiques, la présence de bases militaires étrangères, la dépendance des économies locales aux flux maritimes et aux exportations d'hydrocarbures font de cette région l'un des espaces les plus sensibles du système international.

Dans un tel environnement stratégique, toute confrontation majeure comporte nécessairement des conséquences qui dépassent largement le cadre militaire.

Langues »

C’est précisément pour cette raison que plusieurs États de la région ont longtemps privilégié une politique d’équilibre diplomatique, cherchant à maintenir des relations avec des partenaires aux intérêts parfois contradictoires.

Mais l’expérience historique montre que ce type d’équilibre reste fragile lorsque les rivalités géopolitiques atteignent un certain niveau d’intensité. À partir d’un certain seuil, la logique de confrontation tend à s’imposer, et les acteurs qui espéraient rester en dehors du conflit se retrouvent, malgré eux, exposés à ses effets.

La question des dommages collatéraux ne peut donc pas être posée uniquement au moment où la guerre éclate. Elle aurait dû être au cœur de la réflexion stratégique bien plus tôt, lorsque les tensions régionales se sont progressivement accumulées.

Plusieurs événements majeurs avaient déjà montré que les équilibres de la région étaient en train de se fissurer. La destruction progressive du verrou stratégique que représentait la Syrie – conflit largement alimenté par des financements venus de plusieurs monarchies du Golfe – a profondément modifié l’équilibre du Levant. En brisant cet État charnière, c’est l’ensemble de l’architecture de sécurité régionale qui a été fragilisée, rapprochant progressivement l’instabilité du Golfe lui-même.

4. «Avez-vous pensé que les premiers à souffrir de cette escalade seraient les pays de la région elle-même ?»

C’est sans doute la question la moins lucide de Al Habtoor, car elle touche au cœur même du problème. Êtes-vous véritablement les premiers à souffrir dans cette région ?

La nouvelle Nakba qui se déroule en Palestine occupée depuis le 7 octobre ne compte-t-elle pas ?

Oui, les premiers à souffrir d’une guerre régionale sont presque toujours les États les plus proches du théâtre de confrontation, surtout lorsqu’ils concentrent sur leur sol les bases militaires, les infrastructures énergétiques, les terminaux portuaires, les routes maritimes et les dépendances logistiques qui font fonctionner l’ordre régional.

Mais l’incendie était déjà là depuis deux ans et demi, nié avec zèle par le Conseil de coopération du Golfe, où le mot «coopération» avait fini par prendre tout son sens.

Or c’est précisément la situation des États du Golfe.

Leur vulnérabilité n’est ni accidentelle ni récente. Elle découle de leur place même dans l’architecture stratégique construite depuis des décennies : producteurs énergétiques majeurs, partenaires sécuritaires des États-Unis, nœuds logistiques de la mondialisation, espaces de projection militaire et financière.

Tant que la stabilité relative prévalait, cette position leur procurait richesse, influence et protection. Mais dans une guerre prolongée, ces mêmes atouts peuvent se transformer en facteurs d’exposition extrême.

C’est ici qu’apparaît la véritable asymétrie de cette guerre.

L’Iran, qu’on le veuille ou non, s’est préparé depuis longtemps à l’hypothèse d’un choc majeur. Il a intégré dans sa doctrine l’idée d’une guerre longue, d’une absorption du premier choc, d’une résilience industrielle, militaire et politique, et d’une confrontation étirée dans le temps.

Les événements du 12 juin 2025 ont d’ailleurs montré qu’il ne s’agissait pas d’une hypothèse théorique, mais d’une préparation concrète à une séquence plus vaste.

La vraie question n’est donc peut-être pas de savoir si l’Iran peut encaisser l’ouverture du conflit. Tout indique

Langues »

qu'il s'y est préparé depuis de nombreuses années.

La question est plutôt celle-ci : les États du Golfe se sont-ils, eux aussi, préparés à vivre des semaines de guerre réelle ?

Se sont-ils préparés à la pression sur les routes énergétiques, à l'insécurité maritime, à la vulnérabilité des raffineries, à la dépendance alimentaire, à l'exposition des personnels étrangers, à la fragilisation de leurs modèles économiques, à l'érosion de la confiance des marchés, et à l'angoisse politique intérieure qu'une telle durée produit inévitablement ?

Autrement dit, ce qui apparaît aujourd'hui n'est pas seulement la violence d'une escalade militaire.
C'est la fragilité d'un système régional qui semblait prospère en temps de paix, mais qui pourrait se révéler extrêmement vulnérable dans le temps long de la guerre.

Puissent les peuples de votre région, auxquels vous avez si souvent interdit d'exprimer leur solidarité avec Gaza, ne pas avoir à subir demain la faim et la soif que les dévastations à venir pourraient provoquer.

Car les peuples ne sont pas responsables des choix chaotiques de ceux qui les gouvernent – de ces potentats qui ont cru pouvoir vivre durablement à proximité du feu sans jamais être consumés par lui.

5. «Était-ce votre décision, ou celle imposée par Benjamin Netanyahou ?»
La réalité est plus simple et plus grave.

La crise que nous voyons aujourd'hui ne résulte pas seulement d'une pression politique exercée à Washington ou à Tel-Aviv.

Elle est le produit d'un système d'alliances et de choix stratégiques accumulés pendant des années.

Depuis longtemps, la sécurité des monarchies du Golfe repose sur une équation bien connue :

protection militaire américaine, coopération stratégique avec Israël et maintien d'un équilibre diplomatique avec les autres puissances de la région.

Mais ce type d'équilibre devient fragile lorsque les tensions régionales atteignent un certain niveau. Les alliances qui promettaient la sécurité peuvent alors devenir des facteurs d'exposition.

Le 9 septembre 2025, des missiles israéliens ont traversé l'espace aérien saoudien sans qu'aucun système de défense ne soit activé, avant de frapper Doha. N'était-ce pas là l'avertissement ultime ?

Par conséquent, on peut également s'étonner qu'une telle lettre soit adressée au président des États-Unis, comme si Washington demeurait l'unique centre de décision de l'ordre régional.

Pourtant, depuis plusieurs années, les initiatives stratégiques les plus décisives dans la région semblent provenir d'un autre acteur.

La séquence récente l'a encore montré : l'escalade actuelle s'inscrit dans une dynamique impulsée d'abord par les choix du gouvernement israélien, auxquels les États-Unis ont ensuite apporté leur soutien.

Dès lors, une question simple s'impose : pourquoi cette lettre n'a-t-elle pas été adressée directement à Benjamin Netanyahou ?

C'est ce que la région découvre aujourd'hui.

Langues »

La question n'est donc pas seulement de savoir si telle décision vient de Washington ou de Tel-Aviv.
La question est de comprendre pourquoi un système politique et stratégique aussi dépendant d'acteurs extérieurs a été considéré comme durable.
Car lorsqu'une crise majeure éclate, les décisions prises ailleurs finissent toujours par produire leurs conséquences ici.

Le Conseil de coopération du Golfe aurait peut-être pu éviter une telle situation. Il aurait suffi de méditer cette remarque d'Henry Kissinger :

«Être un ennemi des États-Unis est dangereux, mais être leur allié est fatal».

6. «Qui vous a donné la permission de transformer notre région en champ de bataille ?»
La question suggère que la région aurait été soudainement transformée en champ de bataille par une décision extérieure.

Mais cette transformation ne s'est pas produite en un jour.

Elle est le résultat d'un enchaînement d'événements et de choix politiques qui ont progressivement conduit le Moyen-Orient vers une confrontation ouverte.

Le 7 octobre 2023 a marqué un tournant majeur. Ce jour-là, une crise qui couvait depuis longtemps est devenue visible pour le monde entier. La guerre qui a suivi à Gaza n'a pas seulement bouleversé la Palestine : elle a révélé les fractures profondes, politiques et morales, de l'ordre régional.

Dans les mois qui ont suivi, les États du Golfe ont d'abord choisi de maintenir une position de prudence et d'équilibre. Mais très vite, cette prudence s'est transformée en une collaboration active avec le régime israélien, malgré les crimes et la famine infligés au peuple palestinien. Vous avez agi comme si ce peuple ne faisait pas véritablement partie de votre région.
Pendant des années, vous vous êtes contentés d'accorder la Zakât au peuple palestinien, lorsque les maîtres de la région vous le permettaient, comme si cette aumône suffisait à apaiser votre conscience.

Les années suivantes ont montré que la situation évoluait vers une phase plus dangereuse.
L'épisode du 12 juin 2025 a révélé que certains acteurs se préparaient déjà à l'hypothèse d'un affrontement plus large.

Lorsque la crise a finalement éclaté le 28 février 2026, elle n'a donc pas créé une situation nouvelle. Elle a simplement rendu visible un processus à l'œuvre depuis longtemps.

La question n'est donc peut-être pas de savoir qui a «transformé» la région en champ de bataille.

La véritable question est de comprendre pourquoi tant d'acteurs ont cru que cette évolution pourrait être évitée indéfiniment.

Car lorsqu'une région devient le centre de rivalités stratégiques majeures, l'équilibre diplomatique ne suffit plus toujours à préserver la paix.

Et c'est peut-être la leçon la plus dure de la crise actuelle : dans un monde où les tensions s'accumulent, vous avez fait votre choix – celui du silence – en espérant que vos tours d'ivoire vous protégeraient du conflit.

Les conséquences d'un long silence sur Gaza :

Langues »

«Les guerres ne naissent pas le jour où les missiles tombent.
Elles commencent longtemps avant, dans les silences et les choix que l'on refuse de voir».

Azzedine Kaamil Aït-Ameur

P.S. – Monsieur Khalaf Ahmad Al Habtoor,

Les hommes de votre génération se souviennent qu'en 1973, le roi Fayçal d'Arabie saoudite avait parfaitement compris la dimension géopolitique de l'énergie et du rapport de force au Moyen-Orient. À une époque où le pétrole pouvait encore être utilisé comme levier stratégique, il avait montré que la stabilité de la région ne pouvait être dissociée de la question palestinienne et des équilibres politiques du monde arabe.

Il semble qu'aujourd'hui, seuls les Iraniens se souviennent encore de cette leçon.

Pour approfondir cette réflexion, je me permets de porter à votre attention les chroniques suivantes :

Chronique d'une trahison : Gaza et la fin des droits de l'homme (2023–2025) – Partie 1
https://reseauinternational.net/chronique-dune-trahison-gaza-et-la-fin-des-droits-de-lhomme-2023-2025/ (https://reseauinternational.net/chronique-dune-trahison-gaza-et-la-fin-des-droits-de-lhomme-2023-2025/)

Chronique d'une trahison : Gaza et la fin des droits de l'homme (2023–2025) – Partie 2
L'or noir, le sang et le silence doré : complicité active des monarchies du Golfe dans le génocide de Gaza
https://reseauinternational.net/chronique-dune-trahison-gaza-et-la-fin-des-droits-de-lhomme-2023-2025-2/

À l'occasion de ce Ramadan 2026, je souhaite également vous recommander cet ouvrage :

Le Silence des Pèlerins – Spiritualité mutilée face au génocide palestinien (2023–2025)
Accès gratuit sur archive.org :
https://archive.org/details/le-silence-des-pelerins-par-azzedine-kaamil_20250828_0832 (https://archive.org/details/le-silence-des-pelerins-par-azzedine-kaamil_20250828_0832)

(https://reseauinternational.net/mentions-legales/)

Langues »